

# **Le Spectre d'Insécurité dans le Nord-Est Ivoirien et Réaction Sociale des Populations de la Sous- Préfecture de Sorobango du Département de Bondoukou**

**ROBERT- LORIMER ZOUKPÉ**

*Enseignant-chercheur*

*Socio-criminologie*

*Ufr des Sciences humaines et sociales*

*Université de Bondoukou, Côte d'ivoire*

*0707542167/0103100554*

*delory1979@gmail.com*

**SEVERIN AFFRY DASSE**

*Enseignant-chercheur*

*Ufr Criminologie*

*Université Felix Houphouët Boigny*

*Côte d'ivoire*

*0707324777/0704464226*

*meditationdasse@yahoo.fr*

## **Résumé**

*Les questions liées à l'insécurité sous toutes ses formes ne laissent aucune catégorie sociale indifférente. Ainsi, l'objectif de cette investigation est d'identifier la réaction sociale des populations de la Sous-préfecture de Sorobango face au spectre d'insécurité dans le nord-est de la Côte d'ivoire. L'étude repose sur l'hypothèse selon laquelle la propagande liée aux attaques criminelles dans certaines zones du nord et du nord-est ivoirien nécessite la réaction sociale des populations de la sous-préfecture de Sorobango. Sur le plan méthodologique, l'auteur a retenu une population d'enquête assortie d'un échantillon de 56 personnes composés d'autorités militaires, administratives, des jeunes, de l'organisation des femmes, des allochtones et des allochtones. L'étude des documents, l'interview, l'observation et le questionnaire ont constitué les instruments de collectes de données. Ces données collectées ont été analysées au niveau qualitatif et*

*quantitatif. Les résultats ont abouti à la sensibilisation, à la sécurisation des populations par l'armée et à l'apport des groupes d'autodéfense. L'État devrait promouvoir et/ou renforcer le service civique au profit des jeunes du terroir pour la protection de la localité.*

**Mots-clés :** Insécurité, peur, réaction, sentiment, terreur.

## **Abstract**

*Issues related to insecurity in all its forms leave no social category indifferent. Thus, the objective of this investigation is to identify the social reaction of the populations of the Sorobango sub-prefecture to the specter of insecurity in the northeast of Ivory Coast. The study is based on the hypothesis that the propaganda of criminal attacks in certain areas of northern and northeast Ivory Coast requires the social reaction of the populations of the Sorobango sub-prefecture. Methodologically, a survey population comprised a sample of 55 individuals comprised of military and administrative authorities, youth, women's organizations, and non-natives. Document review, interviews, observation, and a questionnaire were used as data collection tools. The collected data were analyzed qualitatively and quantitatively. The results led to widespread awareness-raising, the national army's local security policy, and the establishment of private security groups. The State should promote and/or strengthen civic service for the benefit of young people from the region for the protection of the locality.*

**Keywords:** fear, feeling, Insecurity, reaction, terror.

## **Introduction**

Les collectivités sociales sont confrontées à des nombreux défis dans leur vie quotidienne si bien qu'elles tentent tant bien que mal d'apporter des réponses qui s'imposent à elles. Ainsi; les conflits, qu'ils soient interpersonnels, communautaires, ou généralisés engendrent une instabilité qui touche le bien-être de chacun. Aussi, l'incertitude sécuritaire continue-t-elle de susciter de

nombreuses interrogations dans les divers domaines. S. Commins (2011: 1-8) indique que la rapide urbanisation africaine est un moteur de fragilité publique sur le continent à la fois inédit et sous-estimée. Cela suppose que cette urbanisation souvent incontrôlée constitue une source d'insécurité et de délinquance en Afrique. Il règne donc un sentiment de répugnance et d'animosité entre acteurs politiques et populations. C'est bien cette atmosphère qui crée le sentiment d'un spectre de violence engendrant une crise de confiance entre populations. Pour l'IDRC/CRDI (2012), les modes d'expression de la violence criminelle découlent principalement du viol, des conflits fonciers et de la rupture de la cohésion sociale qui conduit à la désocialisation des jeunes défavorisés des quartiers précaires. En effet, les conflits récurrents, la paupérisation des ménages et une urbanisation mal maîtrisée ont contribué à rendre vulnérables les enfants, livrés à eux-mêmes, en marge des cellules familiale, éducative et communautaire, et ainsi exposés à la violence. Ce spectre de violence peut dans une certaine mesure causer une psychose ou une peur généralisée. Pour S. Paquin (2006: n-p), l'insécurité urbaine est un phénomène provenant de plusieurs facteurs qui est l'objet d'interventions publiques et communautaires dans les villes. P. Robert et R. Zauberman (2018: 1-3) soulignent que le lieu d'habitation et l'appartenance sociale, expliquent la double attitude par rapport à la question de l'insécurité. Ainsi, les auteurs soutiennent que la localisation géographique et l'appartenance sociale permettent de caractériser deux attitudes différentes. Cela suppose que la perception de l'insécurité est liée à la position socio-économique et situationnelle. Pour P. Robert ( 2013), cité par K-M-H. Attu (2019:5-6), l'insécurité découle surtout d'un message médiatique qui grossit de manière indue la criminalité. A.Barker

et A. Crawford ( 2011: 59-91) indiquent que les perceptions de la délinquance et de l'insécurité ont un effet croissant et de plus en plus négatif sur les relations sociales, sur l'organisation de la sphère publique et sur la confiance entre individus et à l'égard des institutions. Pour les auteurs, ces perceptions informent les politiques publiques de gouvernance du crime et de la sécurité locale. Pour I. Sommier (1984: 67-84), les médias jouent une place centrale, tant dans la construction du terrorisme comme menace que dans la stratégie terroriste. L'auteur montre que les médias exacerbent cette nature de conflits à travers les propagandes. C'est sans doute ces informations qui influencent les comportements et sont habitées par les sentiments d'insécurité et de peur. D. Jodelet (2011: 239-256), évoque que l'incertitude, le risque, l'insécurité, la précaution, la peur sont devenus des thèmes redondants dans la réflexion des penseurs du monde social contemporain. Pour L. Lemasson, (2020:3-38), le sentiment d'insécurité trouve un aliment puissant dans la dégradation de la civilité publique. Pour lui, le sentiment d'insécurité se trouve dans la multiplication de ce que l'on nomme les incivilités. Tels sont les cas de la mendicité insistante, les graffitis, les bandes de jeunes gens qui squattent les halls des immeubles. E.Chauvin et G.Magrin (2020: n-p) relèvent que les violences contemporaines ont comme principal effet d'isoler les espaces affectés par les violences de leur système économique régional. Pour C.P. David et O.Schmitt (2020: 19-42), les événements qui se succèdent témoignent d'une permanence de l'état d'insécurité qui ne disparaît jamais de la scène politique, qui tout au plus s'efface, comme durant les années 1990, lorsque le contexte et les acteurs de cette scène l'autorisent. Ce qui suggère que la permanence de l'insécurité est due au fait de la volonté manifeste des acteurs en conflits. C'est cette durabilité de la violence ou des conflits qui suscite

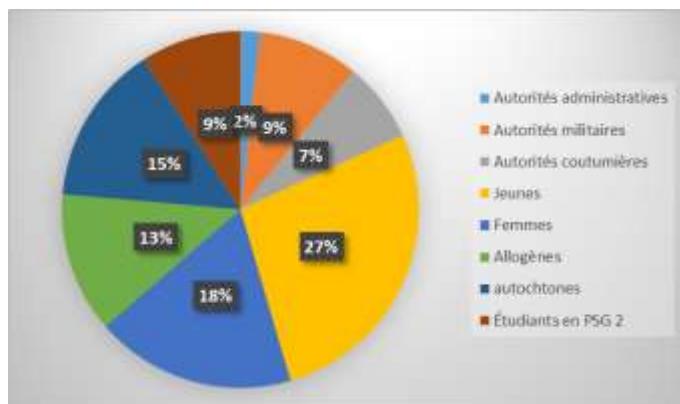
le sentiment d'insécurité dont les réponses à ce climat d'inquiétude est la conduite de prudence ou de réaction des populations. Cependant la situation de l'indice général sécuritaire selon le Conseil National de Sécurité de Côte d'Ivoire CNS (2024, n-p) est passé de 1,5 en juin 2024 à 1,2 en septembre 2024 et de 1,4 en janvier à 1,2 en mars 2025. Au regard de cette évolution selon l'organe gouvernemental, l'indice sécuritaire s'est relativement amélioré sur le plan national en Côte d'Ivoire. En dépit de ces chiffres encourageants, le sentiment d'insécurité demeure dans les localités frontalières. La question qui en découle est la suivante: Comment les populations de la localité de Sorobango réagissent-elles au spectre d'insécurité dans le nord-est ivoirien? Ainsi, cette étude a pour objectif d'identifier la réaction sociale des populations de la Sous-préfecture de Sorobango face au spectre d'insécurité dans le nord-est de la Côte d'Ivoire. Elle repose sur l'hypothèse selon laquelle la propagande d'attaques criminelles dans certaines zones du nord et du nord-est ivoirien nécessite la réaction sociale des populations de la sous-préfecture de Sorobango. Cette recherche s'inscrit dans le cadre de la théorie de la réaction liées au spectre d'insécurité de S. Roché (1998:320) décrivant comment les individus et les sociétés réagissent aux perceptions d'insécurité. Ainsi, l'auteur analyse comment l'insécurité est socialement motivée et impacte les comportements et les perceptions d'ordre politique. Pour l'étude, la pertinence de la théorie réside dans les effets des médias sur la conception de l'insécurité des personnes et de leurs biens, de l'importance des autres acteurs sociaux face à la spirale de violences de toute typologie.

## I. Matériels et méthodes

### 1.1. Site et Population d'enquête

Cette étude s'est déroulée à Sorobango qui est une localité du nord-est de la Côte d'Ivoire et appartenant au département de Bondoukou, région du Gontougo, district du Zanzan. La localité de Sorobango est un chef-lieu de commune. Les études socio-historiques de cette localité indiquent que les habitants sont généralement des Koulango et appartiennent au groupe ethnique Gur. Cette sous-préfecture a une distance négligeable avec la frontière ghanéenne. Elle est inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO en raison de sa représentation remarquable de l'architecture soudano-sahélienne.

**Graphique n° 1: Récapitulatif de l'échantillon**



Source : Enquête du terrain janvier, 2025

Un échantillon de 56 personnes a été retenu et reparti comme suit : 01 sous-préfet, 16 Jeunes du terroir, 01 chef

traditionnel, 03 chefs de communauté allochtone, 02 chefs de communauté allogènes, 04 gendarmes et 05 militaires, 10 femmes de ménage, 07 Allogènes, 08 Autochtones. L'enquête s'est déroulée du 16 janvier au 16 février 2025. Le temps a été réparti comme suit: (30) jours dans la sous-préfecture, (13) jours pour les entretiens avec des Autorités coutumières et responsables d'associations des femmes et jeunes, (07) jours ont été utilisés pour un rendez-vous et faire les entretiens avec le sous-préfet de Sorobango et des autorités militaires en mission de sécurisation du nord-est ivoirien. Les autres jours ont été consacrés aux étudiants du parcours Politique, Sécurité et Géostratégie Licence 2 (PSG2) au nombre de 05 de l'Université de Bondoukou. La période d'enquête a été aisée en raison de la thématique abordée qui ne laissait aucune catégorie sociale indifférente en cette année électorale en Côte d'Ivoire. Cependant les autorités en charge de la question de sécurisation prodiguaient la prudence dans le traitement et la diffusion des informations reçues en raison de la sensibilité du domaine sécuritaire.

**Tableau n°1 : RGPH 2014 Répertoire des localités : Région du GONTOUGO**

SOUS-PRÉFECTURE DE SOROBANGO				
LOCALITÉ	POPULATION RÉSIDENTE			RAPPORT DE MASCLINITE
	ENSEMBLE LOCALITÉ	HOMMES	FEMMES	TOTAL
ENSEMBLE SOUS-PRÉFECTURE	13 947	13 797	27 744	101,1

Source : INS, 2014

### **1.2. *Echantillon***

L’Institut National de la Statistique (INS, 2014) a dénombré pour cette Sous-préfecture, 101,1 chefs de ménages (CM) constituant la population Mère (PM). Cependant, n’ayant pas eu accès à la base de données statistiques, il a été difficile de constituer sa véritable représentativité. C’est ainsi que l’échantillon non-probabiliste a été privilégié. Cet échantillonnage a été constitué de personnes disponibles et volontaires.

## **2. *Instruments de recueil de données***

la recherche documentaire, l’observation directe et l’enquête-interrogation sont les instruments de recueil de données utilisés dans cette étude.

### **2.1. *Recherche des documents***

Il s’agit de la lecture des ouvrages et des articles en vue d’en extraire l’essentiel lié directement ou indirectement à la thématique abordée. Ainsi, ces informations ont permis de nous imprégner des politiques publiques en matière de sécurité dans les pays industrialisés et de l’Afrique au sud du Sahara. Des colloques internationaux sur la sécurité et la gouvernance du crime dans le monde et les typologies de violences vécues dans tous les compartiments de la société ont permis de nous abreuver de certains aspects de la réaction sociale face au crime, à la criminalité et ses effets sociaux. Les repères théoriques et empiriques à l’issue de ces données ont permis d’évoquer et d’étayer des arguments dans la partie de l’analyse concrète de l’objet de cette étude.

## **2.2. *Observation directe non-participante***

Cette étape a consisté à observer les populations de toute catégorie présente dans la sous-préfecture enquêtée. Cela a conduit à savoir que les propos recueillis ne rendent pas complètement compte de la réalité du phénomène étudié qui est le spectre d'insécurité et la réaction sociale des habitants de la sous-préfecture de Sorobango. C'est la raison pour laquelle la prise en compte des pratiques sociales et personnelles des populations de la sous-préfecture a aidé à la compréhension des origines des inquiétudes liées au spectre d'insécurité de cette localité. Dans les faits, il a été relevé qu'il existe une nette distinction entre le sentiment d'insécurité et l'insécurité. Ainsi, les idées préconçues conduisent aux interprétations en déphasage avec la réalité du terrain. Il a donc fallu convoquer l'enquête-interrogation pour relever des avis sur le niveau de la perception réelle de l'insécurité par les populations. Ce qui a permis de relever des avis divergent entre ce que disent des médias et le vécu des populations.

## **2.3. *Enquête-interrogation***

Il s'agit de l'entretien et le questionnaire qui ont été utilisés dans cette nature d'enquête.

### **2.3.1. *Entretien***

Au niveau de l'entretien, nous avons échangé avec l'autorité administrative (sous-préfet), les autorités militaires, le chef du village et de communautés.

- Les thèmes abordés par ces différentes autorités ont mis le primat sur l'existence d'un spectre d'insécurité ou/et autres menaces dans cette localité.

- Les questions relatives aux conséquences de cette menace sur la localité et les réactions des populations qui en découlent.

### **2.3.2. Questionnaire**

Les questions fermées et ouvertes ont été administrées aux jeunes et femmes de l'échantillon d'enquête du terrain.

- La première rubrique s'est préoccupée des attitudes des jeunes face au spectre de violence dans la localité, les avis sur le spectre d'insécurité de la partie nord-est du pays, le mode de gestion des actes de violence éventuels dans cette partie du pays.
- La deuxième rubrique s'est appesantie sur la perception face au sentiment d'insécurité de la zone et la dimension des risques encourus dans cette localité

## **3. Méthodes d'analyse de données**

Une double méthode a été adoptée reposant sur les méthodes qualitative et quantitative. La méthode quantitative s'est préoccupée de la collecte de données statistiques sur les jeunes du terroir, les organisations féminines de la localité de Sorobango. A cet effet, le recours aux questionnaires du terrain avec l'aide de 04 Étudiants de la Licence 1 et 2 du parcours Politique, Sécurité et Géostratégie (PSG) a été d'un apport inestimable pour la réalisation de ce travail. Quant à la méthode qualitative, les travaux de recherches empiriques des prédecesseurs et des entretiens semi-directifs avec des responsables des communautés, du chef du terroir, le Sous-préfet, les Autorités militaires chargées de la sécurisation de la zone nord-est du pays ont été fortement importants pour la vérification de nos interrogations initiales. En dépit du recours

aux personnes ressources sus-indiquées, l'indisponibilité de statistiques a rendu difficile la collecte des données. Cependant les différentes réactions des enquêtés par le truchement des discours, ajoutés à des informations de diverses sources factuelles ont permis de réaliser cette étude.

## II. Resultats et discussion

### 2.1. Tableau de distribution

**Tableau n°1 : Distribution des variables explicatives**

Facteurs Zones cibles	Zone A		Zone B		Zone C		Zone D		TOTAL	
	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%
Sensibilisation	04	28,58	05	35,71	05	35,72	04	28,58	18	32,14
Sécurité d'Etat	06	42,86	06	42,87	07	50	06	42,86	25	44,65
Sécurité privée	03	21,42	03	21,42	02	14,28	03	21,42	11	19,64
Autres	01	07,14	00	00	00	00	01	07,14	02	03,57
TOTAL	14	100	14	100	14	100	14	100	56	100

Source: Enquête du terrain, janvier 2025

L'analyse du Tableau n°2 de l'ensemble des 04 zones de la sous-préfecture indique une primauté de la sécurité d'Etat avec une moyenne cumulée de 44,65% sur la sensibilisation avec une moyenne de 32,14 % et la sécurité privée 19,64%. Les autres facteurs sont marginaux avec une moyenne de 03,57%. Ainsi, trois facteurs sont donc déterminants dans cette étude liées au spectre d'insécurité et la réaction sociale des populations.

En effet le spectre de violences dans cette localité nécessite une sensibilisation sans cesse des populations en vue d'avoir des conduites de résilience qui consiste à une résistance

psychologique en dépit de menaces d'attaques criminelles. Ainsi des dispositions sont prises pour bannir la peur et les inquiétudes des conduites quotidiennes. Ce qui permettrait de se doter d'un mémoire de fer qui brave tout sentiment d'insécurité susceptible de porter atteinte à la liberté individuelle et collective. Dans la pratique, des journées de sensibilisation par les chefs de communautés, des responsables des mouvements des jeunes, des ONG sont organisées dont le but est de rassurer, informer sur la véracité de l'existence ou non des criminels dans la zone.

Au niveau de la sécurité assurée par les forces armées nationales, il y a un déploiement d'unités de cette armée pour rassurer les populations. Cela se traduit par la présence massive des forces de l'ordre dans la localité. Cette politique de sécurisation de proximité est une méthode non seulement dissuasive, mais aussi traduit l'idée selon laquelle le pouvoir central est proche de sa population. Ainsi, les habitants de cette localité devraient vaquer librement à leurs occupations sans craindre d'être embusquée en raison de la présence des différentes unités pour des patrouilles quotidiennes.

A niveau de la sécurité privée, cela se traduit pas des groupes d'auto-défense dans cet espace géographique. Ainsi, les jeunes du terroir s'organisent pour la mise en place des corridors informels dans les lieux où l'armée régulière n'a pas fréquemment accès. Cette politique des populations est une forme de complémentarité entre les agents de sécurité publique; étatiques et ceux de la localité de Sorobango, fils du terroir.

## **2.2. *Mise en évidence de chaque variable explicative***

Cette explication des variables à travers les discours des enquêtés se situe à trois niveaux: Il y a la sensibilisation

des population de la localité, apport de la sécurité étatiques et la mise en place des groupes autodéfense sur les artères reculées de la localité.

### **2.2.1. *Sensibilisation des populations à la résistance***

Sur le terrain de recherche, des informations relatives à la politique de sensibilisation des acteurs de la sous-préfecture de Sorobango ont été recueillies. Des enquêtés ont relevé ce qui suit

Ainsi pour K. A. K., fils du terroir : « *Nous avons entendu parler des villages attaqués par les hommes armés de l'autre Côté au nord du pays. Dans la région, les médias parlent de la présence des criminels. Moi je ne les ai jamais vus mais je crois puisque des villages et corridors ont été déjà pris pour cibles.* »

Yacouba G (51 ans), fils du terroir : « *C'est de bouche à oreille cela se passe. Je prends mes dispositions dans la prière à Dieu. Les populations sont sensibilisées par les chefs des communautés et des responsables des jeunes sur la questions des mouvements suspects dans la localité qui doivent être dénoncés.* »

Madame le Sous-préfet de Sorobango : « *Des rumeurs courent aussi très vites. Il faut faire attention aux propos mensongers. Les forces légales veillent à la sécurité des populations. C'est ce qui explique la présence des hauts gradés et les troupes pour rassurer les habitants de la localité. Notre rôle c'est de renforcer la cohésion pour une cohabitation pacifique. Je vous sensibilise pour savoir qu'être de mèche avec les infiltrés est punissable par la loi .* »

Au regard des propos recueillis, il faut souligner que les informations sans sources authentiques conduisent à croire que le danger est imminent et suscite en chaque habitant un

sentiment de trouble du sommeil. Cependant avec les propos réconfortants du sous-préfet, la propagande faite par certains individus autours des attaques criminelles par le truchement des médias et réseaux sociaux sont à prendre avec méfiance et responsabilité.

### **2.2.2. Sécurité de la population par l'armée nationale**

La sécurité assurée par l'Etat est la première garantie de la réaction sociale face à une menace de toute nature. Ainsi, cette présence permanente des armées chargées de la sécurisation de la partie nord-est ivoirien a été témoignée par les populations de la localité en ces termes:

Gervais K. fils de la région : «*Les patrouilles quotidiennes nous rassurent avec la présence de l'armée. Elle sort par occasion la logistique militaire. L'armée fait les démonstrations par simulation pour rassurer et lancer un message fort à toute velléité d'attaques.*»

Kouma G. fils du terroir : «*Nous sommes tous témoins que l'armée est fortement présente dans cette zone nord-est en raison du spectre d'insécurité transfrontalière, mais d'autres zones éloignées ne sont pas couvertes par cette présence militaire.*»

Autorité militaire de la zone nord-est : «*Les manœuvres militaires ont permis aux populations de la localité de comprendre leur rôle dans les stratégies de sécurisation de la zone.*»

C- S, Autorité militaire. «*Ces mouvements de simulation voulus par l'Etat n'a de but que de rassurer les populations dans leur grande composante en dépit des menaces réelles dans cette zone frontalière. Les armées veillent aux grains. Tout ce dispositif pour paré à toute éventualité. Les populations n'ont donc pas de raison d'avoir peur. Ce qu'on leur*

*demande, c'est la collaboration avec les armées pour plus d'efficacité dans nos actions. »*

De ce qui précède, la présence de l'armée avec les patrouilles régulières rassurent les populations de la localité. Ce qui traduit la sécurité de proximité de l'armée en ces moments de suspicion généralisée. Cette réaction de l'Etat dans son rôle régalien constitue une forme de réaction sociale pour la sécurité des populations et de leurs biens.

### **2.2.3. Sécurité privée des populations de la zone**

Cette typologie de sécurisation se traduit sur le terrain par les groupes d'autodéfense des fils de la localité. Ces groupes ne sont pas armés, mais leur rôle est de dénoncer tout mouvement suspect dans la localité. Cette stratégie permet de filtrer les entrées et sorties sans faire obstacles à la circulation des personnes et des biens.

Ainsi, Karim O., fils du terroir et agriculteur martèle ce qui suit: « *Ici on n'a pas encore subi de violences terroristes et c'est une très bonne chose. Mais quand on entend ce qui se passe chez les voisins au Faso et au Mali dont nous partageons les frontières, nous renforçons notre vigilance par le truchement des groupes d'autodéfense sans empiéter sur le champ d'action de notre armée nationale. »*

Cécile A. Enseignante : « *Cela fait quatre ans que je suis en fonction ici. On a souvent peur d'être agressé par les forces du mal, car c'est une zone presque frontalière. Généralement, ce sont les non-nationaux qui infiltrent les villages pour semer la mort, aidés dans leur sale besogne par certains des fils du terroir. Cependant d'autres dignes fils protègent leur cité par des actions de contrôle. »*

A l'analyse des propos ci-dessus, il semble que le groupe d'autodéfense joue un rôle prépondérant dans sa collaboration non seulement avec la population, mais aussi et surtout avec les unités de l'armée nationale. Cette collaboration offre un grand espoir aux habitants de la localité. Ce qui paraît réduire le sentiment d'insécurité des populations victimes.

Au regard de ce qui précède, le constat est que l'analyse du spectre d'insécurité et la réaction sociale des populations de Sorobango a constitué l'essentiel de cette étude. Ainsi, l'on observe un lien entre la question de recherche, l'objectif et l'hypothèse. Cependant certains instruments de recherche adaptés à une telle étude ont fait défaut. En dépit de ces insuffisances, l'hypothèse de cette étude est confirmée. En effet la sensibilisation des populations à la résistance face au spectre d'insécurité, le soutien des unités de l'armée nationale et la sécurité privée (groupes d'autodéfense) sont les canaux par lesquels la localité étudiée réagit au spectre d'insécurité. En ce qui concerne la théorie de S. Roché (1998:320 ), elle a des limites en raison de ses aspects subjectifs dans l'appréciation des menaces liées à l'insécurité. Malgré ses limites, elle présente une pertinence indéniable en ce sens que sous le couvert de cette théorie, il est déterminé les moyens par lesquels les populations de Sorobango font face au spectre d'insécurité. Ainsi, les résultats obtenus semblent relever les risques auxquels les collectivités sont exposées quand les populations sont habitées par un doute permanent et par une crainte pour leur vie. D'où le développement d'un sentiment de peur en raison de la propagande autour des actes criminels. Ainsi, des études ont diversement convoqué la question d'incertitude sécuritaire suscitant de nombreuses interrogations dans les divers domaines. S. Commins (2011: 1-

8) indique que la rapide urbanisation africaine est un moteur de fragilité publique. Cela suppose que cette urbanisation souvent incontrôlée constitue une source d'insécurité. C'est en ce sens S. Paquin (2006: n-p) souligne que l'insécurité urbaine est un phénomène provenant de plusieurs facteurs qui est l'objet d'interventions publiques et communautaires dans les villes. Ainsi, P. Robert et R. Zauberman (2018: 1-3) évoquent le lieu d'habitation et l'appartenance sociale comme facteurs d'insécurité. Cela suppose que la perception de l'insécurité est liée à la position socio-économique et situationnelle. P. Robert (2013) cité par K-M-H. Attu (2019:5-6) évoque un message médiatique qui grossit de manière indue la criminalité. C'est dans cette perspective que A.Barker et A. Crawford (2011: 59-91) martèlent que les perceptions de la délinquance et de l'insécurité ont un effet croissant et de plus en plus négatif sur les relations sociales, sur l'organisation de la sphère publique et sur la confiance entre individus et à l'égard des institutions. I. Sommier (1984: 67-84) évoque les medias comme étant le canal pamphléteur dans la construction du terrorisme. Pour lui, c'est une voie privilégiée des criminels dans la perpétration des forfaits et dans la stratégie à travers les propagandes. C'est ce contexte de sentiment d'insécurité crée par la propagande des médias qui influencent les comportements individuels et collectifs. D. Jodelet (2011: 239-256), évoque l'incertitude, le risque, l'insécurité, la précaution, la peur comme des thèmes redondants dans la réflexion des penseurs qui se préoccupent du social. Quant à L. Lemasson (2020:3-38), le sentiment d'insécurité trouve un aliment puissant dans la dégradation de la civilité publique. Pour lui, le sentiment d'insécurité a un lien avec les incivilités dont la mendicité insistant, les graffitis, les bandes de jeunes gens. E.Chauvin et G.Magrin (2020: n-p) relèvent que les violences contemporaines ont comme

principal effet d'isoler les espaces affectés par les violences de leur système économique régional. C.P. David et O.Schmitt, (2020: 19-42) soulignent que les événements qui se succèdent témoignent d'une permanence de l'état d'insécurité qui ne disparaît jamais de la scène politique si ce n'est la volonté des acteurs en conflits. Ce qui suggère que la pérennité des violences dépend des acteurs. C'est cette durabilité qui suscite le sentiment d'insécurité et de réactions sociales des populations. La question qui sous-tend cette réalité sociale est la suivante: Comment les populations de la localité de Sorobango réagissent-elles au spectre d'insécurité dans le nord-est ivoirien? Ainsi, cette étude a pour objectif d'identifier la réaction sociale des populations de la Sous-préfecture de Sorobango face au spectre d'insécurité. Elle repose sur l'hypothèse selon laquelle la propagande d'attaques criminelles dans certaines zones du nord et du nord-est nécessite la réaction sociale des populations. Cette recherche s'inscrit dans le cadre de la théorie de la réaction liée au spectre d'insécurité de S. Roché (1998: 320) décrivant comment les individus et les sociétés réagissent aux perceptions d'insécurité. Ainsi, l'auteur analyse comment l'insécurité est socialement motivée et impacte les comportements. Pour l'étude, la pertinence de la théorie réside dans les effets des médias sur la conception de l'insécurité des personnes et de leurs biens, de l'importance des acteurs sociaux face à la spirale de violence.

Les études antérieures ont tenté d'évoquer les différentes réactions face à l'insécurité. Elles ont particulièrement mis l'accent sur les perceptions publiques de la délinquance en milieu urbain et les menaces de toute nature en Afrique. Ainsi, la question de sécurité est une problématique qui nécessite l'interpellation de toutes les catégories sociales. C'est ainsi que les États dans leur majorité donne une place de

choix aux questions liées à la sécurité des personnes et des biens. De ce fait, la société réagit dans la plupart des cas pour faire front aux éventuelles menaces. Ainsi pour cette étude, il faut relever que la sensibilisation des populations face au spectre d'insécurité, le soutien des agents de sécurité publique et des groupes d'autodéfense ont permis de déterminer les moyens par lesquels les populations de la sous-préfecture de Sorobango essaient de lutter contre le spectre d'insécurité dans le nord-est ivoirien. En effet, l'objectif d'identifier la réaction sociale des populations face au spectre d'insécurité semble être d'une importance capitale et distant des sujets inadaptés. Ainsi, la stabilité par essence est féconde de paix, de liberté, voire de cohésion entre les populations. De ce point de vue, des peuples qui vivent en bonne intelligence et dans la concorde sont productifs non seulement pour le terroir, mais aussi et surtout pour la production nationale en terme agricole et autres. La sécurité et la paix demeurent donc incontestablement les conditions incontournables au développement économique, social et éducationnel. Perçue sous cet angle, cette thématique mérite d'être abordée dans la mesure où toute activité humaine ne saurait aboutir sans la quiétude de la collectivité sociale. Ainsi, pour mener à bien la réaction sociale au crime, les populations devraient se débarrasser de toutes fissures inter-communautaires qui cohabitent dans cette localité.

## Conclusion

En définitive, cette recherche a essayé d'identifier la réaction sociale des populations de la sous-préfecture de Sorobango du département de Bondoukou face au spectre d'insécurité dans les zones frontalières. Ainsi, plusieurs études ont été réalisées dans cette zone en raison du spectre de

certains actes de violence et les difficultés socio-économiques perceptibles. C'est ce qui semble justifier les interventions humanitaires de certaines ONG et d'autres organisations internationales de lutte contre la pauvreté dans cette zone frontalière. Cependant il semble que les études récentes n'ont pas sérieusement abordé cet aspect de la réaction sociale face au spectre d'insécurité de cette région. Des recherches socio-criminelles sont donc venues à point nommé pour essayer de relever les stratégies par lesquelles les populations résistent à la propagande médiatique du spectre d'insécurité. Ainsi, il faut souligner que la sensibilisation des populations locales, la présence des unités de l'armée nationale et des groupes d'autodéfense organisés par les jeunes du territoire constituent les moyens privilégiés des populations de lutte contre ce spectre d'insécurité.

Au niveau de la sensibilisation des populations à la résilience face au spectre d'insécurité, ce sont les chefs de communautés, les guides religieux, les organisations de femmes et des jeunes qui sensibilisent l'ensemble de la population à ne pas céder au desiderata de la force du mal qui rode sur les frontières ivoiro-burkinabé. Cette politique mise en place est encadrée par l'Administration moderne (Sous-préfet de Sorobango) pour aboutir à un résultat concret qui est celui de la stabilité qui devrait être solidifiée par la dénonciation de tout mouvement suspect en lien avec les organisations criminelles.

En ce qui concerne l'indicateur lié à la présence des forces de défense et de sécurité, il faut noter que diverses unités de l'armée ivoirienne chargées de la sécurisation du nord-est ont mis en place des stratégies pour étouffer les velléités d'attaques par les groupes terroristes. Pour ce faire, les agents des forces de l'ordre organisent des patrouilles pour

dissuader les ennemis. Des mouvements de simulation ponctués par des manœuvres militaires sont mis en exergue pour rassurer les populations locales de la capacité de réaction de l'armée avec une logistique militaire impressionnante. Cette politique a pour but de montrer aux populations la présence de l'Etat. Ce qui semble donner de l'assurance à toutes les catégories sociales de la localité.

Au niveau de la sécurité privée de la localité, il faut souligner qu'il s'agit des mouvements d'autodéfense sans armes qui ont pour rôle de renforcer la vigilance des populations afin de mieux maîtriser les entrées et les sorties dans la sous-préfecture. Cette organisation d'autodéfense n'empêche aucunement pas sur les activités des forces régaliennes présentes. Bien au contraire, les mouvements d'autodéfense sont en parfaite collaboration avec l'armée pour dénoncer en temps réel toute suspicion tendant à dénier la politique sécuritaire de la localité.

De ce qui précède, il semble pertinent d'indiquer que les recherches se préoccupant de la réaction sociale, de la cohésion locale et de la sécurité sur toutes ses formes devraient interpeller les différentes catégories de la société ivoirienne. Cette posture permettrait à chaque citoyen de s'impliquer dans le processus de sécurisation en cette période pré-électorale où le climat politique semble être tendu. C'est en ces circonstances qu'il est plus que jamais nécessaire de promouvoir la cohésion entre les communautés pour faciliter la cohabitation pacifique, condition sine qua non de maîtrise des flux des suspects qui semblent se déguiser pour tenter de commettre les forfaits dans la zone. Cependant avec les stratégies multiformes de perpétration d'actes criminels par les terroristes, est-il aisément de convaincre ces populations à la maîtrise des œuvres de cette nébuleuse mortelle ?

## Références bibliographiques

- ATTU Kokou Mano Hermann, 2019, Cartographie du risque d'insécurité à Cotonou au Bénin. Université d'Abomey-Clavi, Master II Gestion des risques et catastrophes, pp.5-6.
- BARKER Anna & CRAWFORD Adam, 2011, Peur du crime et insécurité « Quelques réflexions sur les tendances de la recherche anglo-américaine », in Déviance et Société, Article de Revue; pp.59 à 91.
- COMMINS Stephen,2011, Fragilité urbaine et sécurité en Afrique. Bulletin de la sécurité africaine, in Centre d'Etudes stratégiques de l'Afrique, n°12, 8 pages.
- CHAUVIN Emmanuel en MAGRIN Géraud,2020, « Violences et régionalisation en Afrique centrale », l'intégration régionale dans le monde, in Revue belge de Géographie ,n°4, 24 pages.
- DAVID Charles Philippe et SCHMITT Olivier,2020, Introduction. Permanence de l'état d'insécurité, la guerre et la paix, pp.19-42.
- IRDC/CRDI (Centre de recherches pour le développement international), 2012, Criminalité et violence en Côte d'ivoire. Résultat de recherche idrc, pp. 1-2.
- JODELET Denise, 2011, «Dynamiques sociales et formes de peur», Nouvelle revue de psychosociologie, n°12, pp. 239-256.
- LEMASSON Laurent, 2020, L'insécurité est-elle un sentiment ? in Revue française de criminologie et de droit pénal, n°14, Pages 3 à 38.
- LE RUN Jean-Louis, 2012, «Les mécanismes psychologiques de la violence», Article de Revue Enfants et Psy, sciences humaines et sociales, n° 54, pp. 23-34.
- PAQUIN Sophie, 2006, « La dynamique des facteurs psychosociaux du sentiment d'insécurité en milieu urbain »

Thèse. Montréal (Québec, Canada), Université du Québec à Montréal, Doctorat en études urbaines.

**PORTAIL OFFICIEL DU GOUVERNEMENT DE COTE D'IVOIRE,2024, : SECURITE en Côte d'ivoire : «l'indice de sécurité passe de 6,8 en 2012 a 1,2 en janvier 2024», 18 juin.**  
ROBERT, Philippe ZAUBERMAN Renée, 2018, *Le sentiment d'insécurité et les politiques de sécurité*, CNRS, Cesdip, pp.1-3, 26 avril.

ROCHE Sebastian *Sociologie politique de l'insécurité. Violences urbaines, inégalités et globalisation*

PUF, coll. « sociologie d'aujourd'hui », Paris,, 320 p.

SOMMIER Isabelle, 1984, « La menace terroriste : entre logiques expertes et mobilisation des passions politiques», Presses universitaires Saint-Louis Bruxelles, p p. 67-84.